



SNUDI-FO

Syndicat du Val-de-Marne

GREVE LE 26 JANVIER

(Intentions de grève à déposer dans les circonscriptions jusqu'à samedi 23/01 à minuit)

Pour un plan d'urgence de recrutement d'enseignants, plan de rattrapage pour nos élèves, pour la défense de nos droits statutaires mis en cause sous prétexte de crise sanitaire !

Avec le couvre-feu à 18h, de nouvelles mesures sanitaires sont annoncées dans les écoles en demandant aux mairies de prendre des dispositions exceptionnelles sur le temps de cantine afin d'interdire tout brassage entre classes... Mais, depuis septembre, le manque d'enseignants aboutit à une situation critique sur le département :

- Les jours de classe perdus pour cause d'absences non remplacées se comptent par milliers pour les élèves des écoles du Val-de-Marne.

- Les brassages en conséquence des non remplacements et les classes surchargées dans de nombreuses écoles favorisent la propagation du virus et interdisent toute possibilité de rattrapage des conséquences du confinement pour les élèves.

Face à cette situation, après avoir refusé de prendre en compte notre exigence d'un plan d'urgence et nié la réalité des écoles, refusé de recruter tous les collègues inscrits sur la liste complémentaire, le Ministre a fini par procéder à quelques recrutements de contractuels précaires et non formés pendant le mois de décembre. Très peu de recrutements ont été réalisés : ces contrats se terminent le 14 février !

Il y a urgence à ce qu'ils soient prolongés jusqu'à la fin de l'année et titularisés !

Une protection efficace des personnels et des élèves nécessite en premier lieu un plan d'urgence, de recrutement massif d'enseignants permettant notamment l'allègement systématiques des effectifs dans les classes avec le maintien de la totalité des heures d'enseignement dues aux élèves et le remplacement systématique de l'ensemble des collègues malades ou en ASA car vulnérables.

Conséquence d'un blocage quasi-ininterrompu de nos rémunérations depuis 2010, nos salaires stagnent et notre pouvoir d'achat s'effondre !

Comble de cynisme, le Ministre prévoit une augmentation mensuelle allant de 35 euros à 99 euros pour à peine 30% des enseignants (entre le 2^{ème} et le 7^{ème} échelon de la classe normale). Et rien pour 70% des enseignants !

Et encore moins pour les AESH, éternels oubliés du Ministère

La mise en œuvre de PPCR (combattu par FO) a instauré le mérite et l'arbitraire. Elle a favorisé la suppression du contrôle des commissions paritaires sur les promotions qui a été entérinée par loi de « transformation de la Fonction Publique ».



A cette situation s'ajoutent de nouvelles mesures de déréglementation et remises en cause de notre statut : formations en « constellations », modification du concours de recrutement et mise en place d'un statut hiérarchique de fait pour les directeurs d'écoles découlant du projet de loi Rilhac-Blanquer, multiplications des remises en cause dans l'enseignement prioritaire, notamment avec les cités éducatives : remise en cause de la liberté pédagogique par l'instauration du protocoles « Agir pour l'école » comme à Créteil et Choisy, fusions d'écoles pour constituer des établissements et supprimer des postes comme à Anatole France Champigny en REP+ qui passerait de 2 écoles de 9 et 10 classes avec 2 directeurs totalement déchargés à une seule de 19 classes avec un seul directeur et donc une économie d'un poste de direction sur le dos des élèves et des personnels.

Et bien sûr les tentatives pour le gouvernement de faire passer la contre-réforme des retraites...

Parce que nos conditions de travail se dégradent,

Préparons la grève nationale du 26 janvier,

Etablissons nos revendications précises !

- **Pour un plan d'urgence avec de véritables recrutements pérennes permettant d'alléger les effectifs partout, de constituer des petits groupes pour protéger élèves et personnels du virus et rattraper le retard accumulé pendant le confinement et les non remplacements.**
- **Prolongation de tous les contrats des enseignants contractuels jusqu'à la fin de l'année scolaire et titularisation**
- **Contre toute fermeture de classes et de postes et pour toutes les ouvertures et créations nécessaires**
- **Pour la défense de notre statut de fonctionnaires d'Etat et de toutes les garanties qui s'y rattachent !**
- **Pour le rétablissement de toutes les commissions paritaires garantissant le contrôle de toutes les opérations concernant la carrière des personnels**
- **Pour l'augmentation générale des salaires, le rattrapage de nos rémunérations depuis 2010 et l'augmentation du point d'indice**